

**Asunto:** WG: G 759; Demande relatifs aux équipements policiers et à la conduite policière en situation de manifestation

**De:** [REDACTED] fedpol.admin.ch>

**Fecha:** 01/03/2013 09:13

**Para:** [REDACTED] access-info.eu>

**CC:** [REDACTED] access-info.org>, [REDACTED] edpol.admin.ch>,  
[REDACTED] fedpol.admin.ch>, [REDACTED] fedpol.admin.ch>

Madame

Nous nous référons à votre message du 13 février 2013 ayant trait aux équipements policiers et à la conduite policière en situation de manifestation.

### **I. Remarques générales**

Il s'agit d'emblée de préciser qu'en Suisse, il n'y a pas une police nationale comparable au système français par exemple.

Selon l'article 57, alinéa 1, de la Constitution fédérale (Recueil systématique du droit fédéral [RS 101]), la Confédération et les cantons pourvoient à la sécurité du pays et à la protection de la population dans les limites de leurs compétences respectives. Ils coordonnent leurs efforts en matière de sécurité intérieure (art. 57, al. 2, de la Constitution). Pour ce qui concerne les manifestations, en particulier leur autorisation ou le contrôle y afférent, il y a lieu de relever que cela est du ressort des cantons. En effet, les cantons sont responsables de garantir la sécurité et l'ordre publics.

L'Office fédéral de la police (fedpol) accomplit des tâches de police judiciaire, de police de sécurité, de police administrative et de soutien. En sa qualité de police judiciaire de la Confédération, fedpol est chargé des enquêtes et des poursuites dans le domaine complexe de la grande criminalité transfrontalière, dont font partie le crime organisé et la criminalité économique. Les infractions commises à des fins terroristes ainsi que leur financement, les délits à l'explosif et la corruption relèvent également des compétences d'enquête de la Confédération. Lors des enquêtes concernant plusieurs cantons ou présentant un lien important avec l'étranger, fedpol soutient ses partenaires suisses et étrangers dans la lutte contre la criminalité. En outre, fedpol veille à la protection des personnes et des objets de la Confédération menacés ainsi que des représentations étrangères sises en Suisse. Selon l'art. 22 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI ; RS 120), c'est à fedpol qu'il revient d'assurer, en collaboration avec les autorités cantonales, la protection des autorités et des bâtiments de la Confédération. Dans les faits, la sécurité est assurée par du personnel spécialement formé, à l'intérieur des bâtiments de la Confédération, et par la police locale cantonale ou municipale, à l'extérieur de ces derniers. La Confédération recourt à son propre personnel pour protéger les bâtiments qui lui appartiennent et sur lesquels elle exerce le droit de police. La protection des immeubles et des personnes aux passages frontière est assurée en principe par le Corps des gardes-frontière, en tant qu'unité armée et en uniforme, présente sur place. Il découle de ce qui précède que fedpol n'a pas pour mission d'assurer la sécurité lors de manifestations, autorisées ou non, ni de contrôler tout débordement qui pourrait s'y produire. De telles tâches relèvent de la compétence exclusive des cantons et de leurs corps de police.

### **II. Questions**

**Question 1: Par quelle législation l'utilisation des équipements mis à disposition des forces de polices en situation de manifestation est-elle régie?**

Comme indiqué ci-dessus, il n'y a pas de police nationale chargée d'assurer la sécurité et le

contrôle des manifestations. Chaque canton dispose de lois et règlement de police régissant le travail des organes de police. Dès lors, nous ne pouvons que vous conseiller de vous adresser aux cantons mêmes.

**Question 2: Quels types d'équipements les forces de police sont-elles autorisées à utiliser en situation de manifestation? (par exemple : matraques, boucliers, canons à eau, balles en caoutchouc, etc.)**

Nous ne pouvons que nous référer à la réponse donnée à la question n° 1; l'engagement et le recours aux équipements jugés adéquats relèvent de la seule compétences de chaque corps de police.

**Question 3: Pour tous les équipements mis à disposition des policiers en situation de manifestation, en addition des équipements standards, je vous prie de me communiquer les données suivantes :**

- a. Le nombre d'articles en possession des forces de police pour chaque type d'équipement,
- b. Le nombre de fois où ce genre d'équipement a été utilisé durant ces cinq dernières années.

Comme indiqué auparavant, fedpol n'est pas compétent en ce qui concerne le thème que vous évoquez dans votre demande en relation avec les manifestations. A toutes fins utiles nous attirons votre attention sur le site de fedpol, où vous trouverez les rapports actuels et précédents consacrés à différents thèmes relevant de la compétence de fedpol : <http://www.fedpol.admin.ch/content/fedpol/fr/home/dokumentation/berichte.html>

**Question 4 : Quelles sont les orientations stratégiques et les formations suivies par la police nationale au sujet de l'utilisation des équipements mis à leur disposition en situation de manifestation? Je vous prie de me fournir les documents ou éventuels sites Internet contenant des informations sur les orientations stratégiques qui s'appliquent quant à l'utilisation de la force dans ce genre de situation.**

Pour fedpol, les différentes directives règlent les droits et les devoirs généraux des collaborateurs concernant la remise, la conservation, le port, l'usage et la restitution de l'équipement policier, ainsi que la formation y afférente.

Conformément à l'art. 7, al. 1, chiffre g, de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (Loi sur la transparence, LTrans ; RS 152.3), le droit d'accès est limité, différé ou refusé, lorsque l'accès à un document officiel peut révéler des secrets professionnels, d'affaires ou de fabrication. Par conséquent, nous ne pouvons vous fournir lesdites directives.

**Question 5 : Des rapports d'évaluation ont-ils été produits par la police ou le gouvernement sur le thème du maintien de l'ordre durant ces cinq dernières années? Si oui, puis-je vous demander une copie de ces rapports ou pouvez-vous me rediriger vers d'éventuelles ressources Internet ?**

Pour les raisons déjà évoquées ci-dessus, nous ne disposons pas de rapports d'évaluation relatifs à des manifestations dont le contrôle et la sécurité relèvent du seul ressort des polices cantonales directement concernées. Nous ne sommes donc pas en mesure de produire des documents auxquels vous aspirez.

Cela étant, vous trouverez des informations générales sur des manifestations ayant eu lieu en Suisse durant les années 2007 à 2011. Ces informations se trouvent dans les rapports annuels de fedpol, sous le lien électronique suivant: [http://www.fedpol.admin.ch/content/fedpol/fr/home/dokumentation/berichte/jb\\_fedpol.html](http://www.fedpol.admin.ch/content/fedpol/fr/home/dokumentation/berichte/jb_fedpol.html)

En espérant avoir répondu de manière satisfaisante et exhaustive à vos interrogations, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations les meilleures.

**Jean-Michel Voirol**  
**Annamaria Stadler-Conrad**

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD  
Bundesamt für Polizei (fedpol)  
Stab  
Rechtsdienst/Datenschutz

Nussbaumstr. 29, 3003 Bern

Tel. [REDACTED]

Tel. [REDACTED]

[edpol.admin.ch](mailto:edpol.admin.ch)

[www.fedpol.ch](http://www.fedpol.ch)